

## NORD-SUD : PARTAGE DU MONDE REEL OU CONCEPT DEPASSE ?

---

*Alain LIPIETZ*

C'est, au moins rétrospectivement, une évidence, mais qui mérite d'être soulignée : le Sud n'a jamais été une réalité homogène, bien moins encore que "le Nord" (les pays capitalistes les plus développés). Et pourtant, la ligne de partage Nord-Sud a toujours existé, avec des contenus variables. En somme, le Sud, c'est le "mauvais côté" d'une ligne Nord-Sud. Ligne définie politiquement et économiquement : le Sud, c'est le côté où le capitalisme ne se développe pas, ou pas "aussi bien" — selon ses propres critères — qu'au Nord. Ligne géographique dans son marquage : il y a au Sud des couches sociales dominantes qui vivent aussi bien qu'au Nord, et au Nord des couches dominés qui vivent presque aussi mal qu'au Sud, mais cela n'empêche pas qu'avec tous ses riches, le Sud est le Sud, et avec tous ses pauvres, le Nord est le Nord. Si donc *les* Sud ne se définissent pas seulement dans leur rapport au Nord (en ce sens, la métaphore "Nord/Sud" est moins réductrice que la métaphore "Centre/périphérie"), il y a bien eu, dans notre histoire commune, *un* Sud défini dans son rapport au Nord. Or ce n'est pas toujours le même, et l'opposition n'a pas la même pertinence pour tous les pays du Sud. A tel point que le "partage Nord/Sud" peut sembler à certains moment dépassé. Pur ma part, je penserais plutôt que, jusqu'à nouvel ordre, il s'agit plutôt de déplacements quant à la *nature* du partage — qui s'accompagne souvent de déplacements dans la frontière géographique. La Finlande est sortie du Sud (si on ose dire...), l'Argentine, l'URSS ont cru le faire, la Corée semble en passe de le faire; le Portugal y a plongé, pour essayer d'en ressortir. C'est du moins ce que je vais tenter, très schématiquement et brièvement, de montrer.

A l'origine, dont nous fêtons le 500<sup>e</sup> anniversaire, le partage Nord-Sud oppose les colonisateurs et les colonisés. Le même partage jouera, dans l'autre sens (la décolonisation) à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais très vite apparaissent des divergences : alors même que la conquête du monde par le Nord-Ouest de l'Europe se poursuit, la décolonisation engendre, non des sociétés dominées par des indigènes, mais des Etats créoles. Et le premier d'entre eux, les Etats-Unis d'Amérique du Nord, va rejoindre très vite le Nord, massacrant à l'Ouest les indigènes, et refoulent

au Sud d'autres créoles, les Mexicains. Dès l'indépendance de l'Amérique latine, apparaît une évidence : il ne suffit pas de conquérir l'indépendance politique pour accéder au "Nord". Parallèlement d'ailleurs, les métropoles des empires turcs, espagnols, portugais, basculent vers le Sud, le *nouveau* Sud, celui du nouveau partage : le partage économique <sup>1</sup>.

Cette ambiguïté ne sera pas levée de si tôt. Pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, au nom du libéralisme politico-économique, les Etats-Unis parviendront à se présenter en "libérateurs des Sud", c'est-à-dire des colonies, tout en déployant la force pour pénétrer économiquement des sociétés créoles ou indigènes. L'imposture "tiendra" avec la Doctrine de Monroë jusqu'à la Révolution Mexicaine, elle échouera avec l'expédition de Commodore Perry face au Japon, et triomphera, mais sans fard, dans la guerre des Boxers, face à la Chine... en alliance avec toute l'Europe et le Japon.

Dans cette période "classique" du colonialisme, la situation est finalement assez claire sous l'hypocrisie des discours. Que ce soit à travers la colonisation, ou à travers la décolonisation libérale, se met en place, assez consciemment de la part du Nord, une première "division internationale du travail" que David Ricardo avait théorisée dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. On cherche au Sud des débouchés pour les produits manufacturés, on y recherche les matières premières qui, *par hasard*, manquent au Nord ou qui sont produites à plus bas coûts au Sud, pour des raisons écologiques et sociales. Au Nord il y a du coton (aux Etats-Unis), du charbon (en Angleterre), mais on n'a pas assez de sucre, le blé et la viande y sont trop chers, il n'y a pas de café... Cette division là est donc pour le moment orientée "conquête des marchés". De la part du Sud, les réactions sont variées: l'Empire Meiji résiste, les Malgaches sont brisés, mais presque toujours on trouve quelques oligarques locaux qui font le choix, pour leur nation, de s'inscrire positivement dans ce rapport Nord-Sud qui n'est pas encore largement contesté.

La Révolution Mexicaine, première grande révolution de ce siècle, à la fois anti-oligarchique au plan interne et nationaliste au plan externe, évidemment créole et métis mais avec un certain soutien indigène, dans un pays décolonisé de longue date, ouvre une nouvelle période qui ne s'achèvera qu'après la deuxième guerre mondiale, avec la dernière grande guerre de décolonisation

---

<sup>1</sup> Sur ce qui suit, voir mon livre : *Mirages et miracles*, La Découverte, 1985.

politique, la guerre d'Algérie (que les Etats-Unis se paieront encore le luxe de soutenir). C'est la période du basculement explicite vers un partage Nord-Sud sur la thématique essentiellement économique de la première division internationale du travail.

Dans cette période extrêmement mouvementée, où se concentre le coeur dramatique et tragique du XX<sup>e</sup> siècle, coexistent trois mouvements.

\* La fin de la décolonisation politique, précipitée par la défaite des empires européens face au Japon dans la II<sup>e</sup> Guerre Mondiale, avec ce magnifique et douloureux chef d'oeuvre que fut l'indépendance indienne.

\* L'essor des stratégies d'indépendance économique, initiées par des révolutions anti-oligarchiques et poursuivies par l'industrialisation par substitution aux importations, sous des gouvernements populistes, presque toujours créoles, mais s'appuyant sur des ouvriers et des paysans métis : Cardenas, Vargas, Peron...

\* Et enfin la naissance, l'essor et l'apogée du "socialisme réellement existant", projet de sortie des rapports coloniaux ou "néo-coloniaux" par une révolution anti-capitaliste.

Le coup de génie des héritiers de la Révolution d'Octobre 1917 en Russie (un de ces pays "indépendants-dépendants" de la période précédente) est d'avoir offert à ces causes disparates une théorie justifiant leur communauté d'intérêt face au Nord. Schématiquement : la première division internationale du travail est une nécessité économique pour le capitalisme du Nord. Donc toutes les révolutions pour l'indépendance politique au Sud se heurteront à ce barrage à leur développement économique. Les "bourgeoisies nationales" (opposées aux oligarchies "compradores") sont donc objectivement alliées de leurs propres peuples face au Nord impérialiste. On peut leur laisser un certain temps l'illusion d'une révolution purement démocratique - bourgeoise - nationale, mais très vite les classes dominées devront passer à l'étape suivante (socialiste) face à l'échec du développement capitaliste national (plus forcément créole, car la nouvelle vague de décolonisation, en Afrique et en Asie, porte au pouvoir des bourgeoisies indigènes mais occidentalises).

La révolution chinoise sera le chef d'oeuvre de cette stratégie. Mais, dans le même temps, l'Amérique Latine se lance, non sans succès, dans ses révolutions nationales-populistes pas du tout communistes. Au sortir de la II<sup>e</sup> guerre mondiale, l'Argentine aura le cinquième niveau de salaire du monde. Elle et l'URSS semblent en passe de franchir la "ligne de partage", par des voies en apparence différentes. En apparence seulement : la grande alliance contre le Nord-Ouest, à peine différenciée par l'émergence à Bandoung d'un "Mouvement des Non Alignés", d'un "Tiers-Monde" ni impérialiste, ni communiste, n'est pas un simple concept de la diplomatie soviétique. En fait, des blocs hégémoniques assez semblables (alliances d'une classe dominante "développementaliste" et d'une aristocratie ouvrière au sein d'un parti unique) mettent en oeuvre dans les deux cas des stratégies industrielles assez semblables : substitution aux importations, par l'aval (en commençant par les industries légères) ou, plus coûteuses et risquées, par l'amont (en commençant par les industries lourdes). En tout cas, il s'agit de rattraper le modèle industriel occidental : indigène ou pas, l'espérance du Sud est culturellement créole, elle n'accorde guère de place aux intérêts indigènes-paysans, à leur culture et à leur niveau de vie.

Cette similitude et ce talon d'Achille perdurent dans la période 1962-1973, âge classique de "l'anti-néo-colonialisme". Une période d'apparente adéquation entre l'affrontement Nord-Sud et sa théorisation.

L'URSS semble maintenant passé du côté du Nord, avec la scission du Mouvement Communiste International conduite par la Chine qui proclame la nécessité d'un autre modèle, plus favorable aux masses paysannes. L'alliance "communiste orthodoxes — développementalistes" est rompue et noyée dans le sang, de l'Indonésie au Brésil. Pourtant, Suharto comme les généraux brésiliens, et comme l'Union Populaire chilienne, rêvent toujours du modèle de rattrapage par substitution aux importations que la CEPAL <sup>2</sup> avait théorisée dès la période précédente. Les termes du débat restent les mêmes : les "développementalistes" croient qu'ils vont, par des voies capitalistes, rattraper le Nord, les marxistes devenus "dépendantistes" parient qu'ils n'y arriveront pas, parce que le Nord ne le tolérera pas. L'histoire semblera trancher en faveur des seconds : l'échec d'Allende (après celui du péronisme, et de Goulart au Brésil) signe la fin de cette stratégie, en 1973. Mais l'analyse de cet échec par les dépendantistes était largement erronée.

---

<sup>2</sup> Commission Economique pour l'Amérique Latine, organisme de l'ONU.

En vérité, "le Nord" n'avait plus du tout besoin du Sud comme "débouché" : il l'avait trouvé dans son propre marché intérieur, avec la mise en oeuvre d'un modèle de production de masse pour une consommation de masse (le "fordisme"). Non, le Nord n'avait plus besoin du Sud que de l'autre côté de la première division internationale du travail : comme fournisseur de matières premières à bas prix. C'est l'époque classique, non plus de la vente forcée au Tiers Monde (comme à l'époque de Perry), mais du "pillage du Tiers-Monde".

Et nous trouvons là le talon d'Achille de la substitution aux importations. Les pays du Sud ont besoin de s'équiper au Nord. Donc ils ont besoin de continuer à s'inscrire dans la "vieille" division du travail : pour se procurer des devises en forçant sur les exportations traditionnelles. Donc ils ne peuvent pas élever le niveau de vie des producteurs de ces "primo-exportations". Donc ils ne peuvent pas élargir leur marché intérieur. Donc leur jeune industrie ne peut pas devenir une production de masse aussi compétitive que celle du Nord. Donc elle ne peut pas payer (par les exportations manufacturière) ses importations (en biens d'équipement). Donc ces pays doivent continuer à exporter des matières premières. Et la boucle est bouclée.

Sous-produit de ce malheur : qu'ils aient tenté, comme le Brésil, l'aventure de l'industrialisation, ou qu'ils s'en soient tenu, comme la Colombie, à leur vieille spécialisation, tous les pays du Sud dépendent, soit pour acheter comme jadis des biens de consommation, soit pour acheter des biens d'équipement, du cours mondial des matières premières. Le partage Nord-Sud est une affaire de balance des paiements et de cours des exportations. Cette époque est donc aussi l'âge classique des débats sur les "termes de l'échange" et sur le "rapatriement des profits des multinationales prédatrices".

Cette belle unité du Sud sur un problème simple vole en éclat en 1973. C'est la fin d'Allende (par la faute des trop bas cours du cuivre ?), c'est le début pourtant du renversement des termes de l'échange pour les pays exportateurs de pétrole (qui deviendront en quelques années d'énormes puissances financières). Souterrainement, c'est aussi les premiers succès des futurs "Nouveaux Pays Industrialisés".

Pendant quelques années miraculeuses, le Sud croit avoir trouvé la voie, la réponse à l'obstacle précédent : la cartellisation des exportations primaires, à l'exemple du pétrole. Ce rêve

du Nouvel Ordre Economique International, porté par la CNUCED et le "Groupe des 77" soutenu par la Chine dans l'arène diplomatique, cet instant d'unité politique du Sud face au Nord, cache en fait un nouvel éclatement du Sud. Il y a d'abord ceux qui en sont restés à l'ancienne division internationale du travail, pour le meilleur (l'OPEP) ou pour le pire (l'Afrique). Il y a ceux qui s'enlisent dans l'échec de la substitution aux importations, ou qui ont l'espérance de la relancer grâce à la mare du Pétrole (le Mexique, l'Iran). Il y a enfin les "NPI".

En anglais, on dit plus justement : les Pays qui s'industrialisent "Newly", d'une nouvelle manière. C'est l'industrialisation pour l'exportation, en jouant sur les bas salaires. La conjoncture est idéale : le Nord s'essouffle mais reste un marché immense et ouvert. Le réservoir des pétrodollars inonde le monde de crédit facile. Le Brésil en profite pour jouer toutes les cartes à la fois (substitution aux exportations, et industrialisation exportatrice). Une "nouvelle division internationale du travail" se superpose à la première : le Nord exporte (à crédit) des biens d'équipement sophistiqués, le Sud remboursera en biens manufacturés, mais banaux. Le thème de la "dépendance technologique" s'esquisse.

Il sera submergé à la fin des années 70 par le "choc monétariste" qui instaurera pour plus de dix ans le thème de la dépendance financière. Unilatéralement, le Nord renverse les termes du crédit, tout en organisant la récession chez lui. Le service de la dette devient monstrueux alors que les débouchés se ferment pour les industries du Sud.

C'est le cauchemar <sup>3</sup>. Un Hiroshima financier s'abat sur l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Asie. Seuls les "dragons", les NPI de l'Asie de l'Est, qui avaient gagé les emprunts sur de puissantes industries exportatrices, tiennent le choc. Quand les Etats-Unis s'engagent à leur tour (en 1983) dans une expansion à crédit, ils sauront profiter de cet immense marché pour se désendetter en exportant. Mais le Brésil, malgré une réduction dramatique de ses importations et un effort exportateur énorme (15 milliards de dollars d'excédent en 1990, 30 milliards en 1991) ne parvient pas à rembourser.

Au début des années 90, le Sud est globalement exsangue, politiquement à terre, et en tout

---

<sup>3</sup>

Sur ce qui suit, voir mon livre *Choisir l'Audace*, La Découverte, 1989.

cas éclaté. Même la dette ne parvient pas à unifier un "front du Sud" (esquissé en vain, et pour la seule Amérique Latine, à Carthagène). Pourtant, le Sud a entre les mains une arme de dissuasion terrifiante pour le Nord : le non-remboursement coordonné de la dette. En jouant cette carte de manière désordonnée, individualiste, les pays du Sud arrachent tout en plus des moratoires et des allègements très partiels. "L'effet boomerang" de leur faillite, selon le mot de Susan Georges <sup>4</sup>, n'en menace pas moins le Nord : concurrence effrénée des exportations à très bas prix, saccage des "biens communs de l'humanité" (forêts, atmosphère) pour survivre en exportant, en faisant littéralement "feu de tout bois", exportation de narcotiques, montée des nationalismes et des fondamentalismes.

Mais la règle du "diviser pour régner" joue à plein. La seconde guerre du Golfe permet au Nord de liquider le puissant mercenaire, l'Irak, qu'il avait armé contre la révolution iranienne dans la première guerre du Golfe. Et il ne manquera pas de nouveaux supplétifs : les riches "pétromonarchies", la Syrie et l'Egypte qui, étranglée financièrement, obtient une fabuleuse réduction de dette.

En 1991, donc, le Sud, qui vient d'être rejoint par les ex-pays socialistes, aux industries démantelées par un passage inconsidéré au libre-échange, offre aux prophètes, bien déconsidérés, de l'indépendance économique des années 60, un triste tableau. Ecoeurés par l'expérience d'une industrialisation financée par emprunts sur le marché bancaire, les pays du Sud supplient les multinationales de revenir avec leurs investissements directs, quitte à financer ce retour par le simple rachat de la dette bancaire ("*debt-equity swaps*"). Pressé d'exporter, ils se font les hérauts du libre-échange face au protectionnisme d'un Nord qui se barricade contre la grande braderie.

Et c'est pourtant cette année là que le Sud prend conscience de ce que, dans son immense faiblesse, il lui reste la force des pauvres : le pouvoir de nuisance. La déformation productiviste-exportatrice de ses modèles de développement, à laquelle il est contraint par la crise de la dette, vient en effet de considérablement augmenter le poids du Sud dans le rythme de déstabilisation écologique de la planète. Or le Nord, responsable direct de l'essentiel de cette dégradation, et responsable indirect (par son exemple et par la pression de la dette) des modèles de développement

---

<sup>4</sup> Voir son livre de même titre, La Découverte, 1992.

insoutenables auxquels il a acculé le Sud, vient de lancer une grande négociation planétaire : la Conférence des Nations-Unis pour l'Environnement et le Développement (Rio, Juin 1992). Très vite, sous la houlette de la Chine et de l'Inde, avec la Malaisie dans le rôle du "Saddam Hussein de l'environnement", le Sud voit s'ouvrir une fenêtre de négociation : "D'accord, nous voulons bien faire attention à l'environnement. Mais nous voulons le développement. Payez nous les suppléments de frais d'un développement soutenable. Allégez la dette. Ouvrez-vous à nos exportations".

On en est là. Les gouvernements du Sud, créoles ou indigènes occidentalisés (ou japonisés ?), menacent maintenant le Nord de suivre son modèle du XIX<sup>e</sup> siècle ! Mais, étranges chemins de l'Histoire, les peuples indigènes, le mouvement Chipko de l'Inde comme les indiens de l'Amazonie, font entendre, dans le concert des Organisations Non Gouvernementales, une autre voix : "Oui, un développement soutenable est possible, mais il sera très différent de celui du Nord".

Etonnement réunifié face au partage Nord/Sud, le Sud reste toujours aussi diversifié dans ses aspirations comme dans ses conditions de vie. Le modèle occidental de développement n'a pas entièrement fait faillite au Sud, mais son éventuel succès devient une menace pour la planète, au Sud comme au Nord.

L'humanité inventera-t-elle un modèle de développement soutenable et solidaire du Nord au Sud ? Ou le partage Nord/Sud prendra-t-il la forme d'une Guerre de l'environnement ? Tel est l'enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle <sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Voir mon livre *Berlin, Bagdad, Rio*, Quai Voltaire, 1992.